

Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale

Brusselse Hoofdstedelijke Raad

Séance plénière  
du jeudi 15 juillet 1999

Plenaire vergadering  
van donderdag 15 juli 1999

SOMMAIRE

INHOUDSOPGAVE

	Pages
EXCUSEE	46
DECLARATION DU GOUVERNEMENT:	
Discussion. — <i>Orateur</i> : M. Jacques Simonet, ministre-président du Gouvernement	46
MOTION DE CONFIANCE — Dépôt	52

	Blz.
VERONTSCHULDIGD	46
VERKLARING VAN DE REGERING:	
Bespreking. — <i>Spreker</i> : de heer Jacques Simo- net, minister-voorzitter van de Regering	46
MOTIE VAN VERTROUWEN — Indiening	52

PRESIDENCE DE MME DE GALAN, PRESIDENTE  
VOORZITTERSCHAP VAN MEVROUW DE GALAN, VOORZITSTER

— La séance plénière est ouverte à 14 h. 50.

De plenaire vergadering wordt geopend om 14.50 uur.

Mme la Présidente. — Je déclare ouverte la séance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du jeudi 15 juillet 1999.

Ik verklaar de vergadering van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van donderdag 15 juli 1999 geopend.

EXCUSEE — VERONTSCHULDIGD

M. le Président. — A prié d'excuser son absence: Mme Marguerite Bastien.

Verontschuldigt zich voor haar afwezigheid: mevrouw Marguerite Bastien.

DECLARATION DU GOUVERNEMENT

VERKLARING VAN DE REGERING

Mme la Présidente. — L'ordre du jour appelle la déclaration du Gouvernement.

Aan de orde is de verklaring van de Regering.

La parole est à M. Jacques Simonet, ministre-président du Gouvernement.

Het woord is aan de heer Jacques Simonet, minister-voorzitter van de Regering.

M. Jacques Simonet, ministre-président du Gouvernement. — Chers collègues, mesdames, messieurs, geachte collega's, dames en heren, je voudrais tout d'abord vous remercier de la confiance que vous avez témoignée aux membres du nouveau Gouvernement bruxellois.

Nous sommes convenus, mes collègues et moi, de vous présenter dans une déclaration gouvernementale aussi complète que possible — du moins j'espère que vous la percevrez ainsi — les grands axes de la politique que la majorité entend mettre en œuvre au cours de la législature qui s'amorce.

En guise de préambule, je souhaiterais cependant cibler quelques balises, quelques points forts qui identifient la majorité.

D'abord, et vous allez le constater, notre Gouvernement s'inscrit pleinement dans l'esprit de changement, de renouveau, de transparence dans l'action publique, d'instauration d'un nouveau rapport, d'un dialogue rajeuni du politique avec le citoyen, ainsi que le vœu en a été exprimé sans ambiguïté le 13 juin dernier par la population de notre Région et de notre pays.

Une volonté affirmée de répondre aux signaux envoyés par nos concitoyens trace ainsi le fil du projet ambitieux et cohérent que nous entendons, avec votre Assemblée, porter aux Bruxelloises et aux Bruxellois durant les cinq années à venir.

A cet égard, je voudrais m'adresser plus particulièrement aux parlementaires ECOLO de cette assemblée pour leur dire combien je regrette que l'espérance de renouveau démocratique qui se traduit aux différents niveaux de pouvoir ne trouve pas à Bruxelles sa parfaite et complète reproduction.

Le Gouvernement sera, en toute hypothèse, le moteur de l'application complète et loyale de l'accord de majorité que vos négociateurs ont marqué de leur sceau et approuvé. Je ne doute cependant pas que vous serez les vestales vigilantes du respect intégral de cet accord. La situation politique inédite que nous vivons est, peut-être, une chance pour l'instauration d'un nouveau rapport entre l'Exécutif et l'opposition démocratique.

Ten tweede, — en het is in die zin dat er werkelijk kan worden gesproken over een Brussels model dat werd opgezet, ontwikkeld en geconsolideerd in de tien jaar die zijn verstreken sinds de invoering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, — hebben de partners van de huidige meerderheid zeer duidelijk opnieuw bevestigd dat zij constant willen streven naar een harmonische samenleving met de verschillende taalgemeenschappen van ons stadsgewest.

Brussel zal zich als volwaardig gewest en tegelijkertijd als de schakel tussen de gewesten en de gemeenschappen van ons land voort blijven inspannen in een context van constructieve samenwerking met de andere federale en gefedereerde overheden.

In een streven naar coherentie en doeltreffendheid van het overheidsoptreden in Brussel zal worden toegezien op de coördinatie van het gewestelijk beleid en van het beleid dat door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse en de Vlaamse Gemeenschapscommissie met inachtneming van hun respectieve bevoegdheden wordt gevoerd.

A cet égard, les signataires de l'accord de Gouvernement régional ont entendu tenir pleinement compte de l'accord gouvernemental fédéral, qui précise que la conférence prévue pour traiter des problèmes institutionnels s'engage à exécuter les solutions retenues par consensus entre les Bruxellois des deux communautés à travers leurs institutions pour améliorer la cohabitation harmonieuse et pour éviter les dangers de blocage des institutions.

C'est dans cet esprit que sera mis sur pied, dès la rentrée parlementaire 1999, un groupe de travail paritaire, sous la présidence du formateur du Gouvernement régional M. François-Xavier de Donnée, qui regroupera des représentants, parlementaires ou dirigeants des diverses formations politiques démocratiques de la Région, afin de mettre au point ensemble les solutions permettant d'assurer le bon fonctionnement des composantes communautaires des institutions bruxelloises et d'éviter le blocage de celles-ci. Dans ce cadre, une attention particulière sera consacrée au problème de la représentation du groupe néerlandophone dans le Conseil régional de Bruxelles-Capitale.

Enfin, ne l'oublions pas, vous êtes, nous sommes, mes chers collègues, Parlement et Gouvernement, les garants de la pérennité du modèle bruxellois, de l'autonomie régionale et du respect de la volonté démocratique des Bruxelloises et des Bruxellois.

Troisième élément présent de manière constante à l'esprit des partenaires gouvernementaux, le souci de défendre ce que l'on a appelé le modèle institutionnel bruxellois qui, depuis dix ans — et qu'il me soit permis de rendre ici un hommage particulier tant à Charles Picqué qu'aux vétérans, si j'ose dire, de ce Gouvernement : Jos Chabert et Didier Gosuin — nous permet de mener en pleine autonomie des politiques de proximité et de solidarité envers toutes — et j'y insiste : envers toutes — les composantes de la population bruxelloise quelles que soient la langue, l'origine, la culture, les convictions philosophiques ou la situation économique et sociale de nos concitoyens.

In het uitgestrekt grootstedelijk gebied dat Brussel is, wil uw Regering de uitvoering voortzetten en versterken van een dynamisch stadsproject dat noodzakelijk is voor de economische, toeristische en sociale ontwikkeling, ook op internationaal vlak.

Dit vergt de mobilisatie van al onze krachten, een globale aanpak en een versterkte samenwerking met al de sociale en institutionele componenten van Brussel, met voorop de gemeenten waarvan wij hier de autonomie herbevestigen.

Die door het Gewest gewaarborgde autonomie van de 19 gemeenten gaat natuurlijk gepaard met hun opname in een globaal, solidair en duurzaam stedelijk ontwikkelingsproject.

Samen met een herbevestigde solidariteit op alle niveaus, — ik meen dat wij ons in dit opzicht moeten verheugen over de beslissing van de federale regering om bijzondere aandacht te schenken aan de stedelijke problematiek —, zullen wij erin slagen de toenemende dualiteit binnen de stad te beperken.

Het is trouwens overeenkomstig die krachtlijn dat de twee gemeenschappen zich ertoe hebben verbonden een inspanning te leveren om de positieve discriminaties te financieren ten gunste van de Franstalige en de Nederlandstalige scholen van het Gewest met een schoolbevolking die bijzondere aandacht en omkadering vergt, meer bepaald de scholen die in kwetsbare wijken gelegen zijn.

Die inspanning zal overeenkomstig de bijzondere wet, met trekkingsrechten van de Cocof en de VGC, op de begroting van het Gewest worden gefinancierd voor een bedrag van 840 miljoen in 2000 en 1 miljard in 2001.

Madame la Présidente, chers collègues, mesdames, messieurs, c'est Sénèque, dont le sexe linguistique ne me paraît pas devoir prêter à discussion, qui énonçait : « Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait pas où il va. »

Assurément, notre Gouvernement s'enorgueillit de donner un sens à son projet politique.

Je pense pouvoir articuler notre déclaration de politique régionale autour de cinq piliers :

I. Une Région au rôle démocratique renforcé, à l'écoute et au service du citoyen;

II. Une Région solidaire, pleinement mobilisée par la lutte contre les fractures sociales;

III. Une Région conviviale, sûre, garante de l'environnement et de la qualité de vie de tous les Bruxellois;

IV. Une Région porteuse de développement économique et d'emplois;

V. Une Région financièrement saine et à la gestion budgétaire orthodoxe.

I. Une Région au rôle démocratique renforcé, à l'écoute et au service du citoyen

Le Gouvernement veillera à ce que les habitants de la Région se sentent le plus possible impliqués dans sa gestion, et ce en collaboration avec les communes.

Dans cette optique, il communiquera les objectifs de sa politique avec ouverture et de manière claire et objective. L'autorité régionale, en collaboration avec les pouvoirs locaux, organisera régulièrement des débats sur ses politiques.

De même, le service d'information de la Région verra ses missions élargies à la participation.

Enfin, le Gouvernement encouragera, en collaboration avec les communes, l'organisation de réunions avec la population sur le plan local.

Quant au service public, il doit se recentrer sur sa mission cardinale qui consiste en un service rendu au public.

Ainsi, l'administration doit, dans ses contacts quotidiens avec la population, contribuer à réduire la distance entre le citoyen et le politique.

A cet égard, l'accueil, la disponibilité, l'information, la participation du citoyen impliquent une gestion de l'administration qui définit des objectifs à atteindre et des évaluations périodiques, mais aussi une culture et une déontologie basées sur l'écoute du citoyen et sur l'échange.

J'ajoute que les services seront tenus de respecter de manière stricte — et j'y insiste car c'est une exigence qui revient de manière récurrente dans l'ensemble des procédures administratives visées par l'accord de Gouvernement — les délais de rigueur prévus dans les différentes législations.

Une politique d'accès plus large des citoyens aux services publics sera organisée. Cela implique notamment l'introduction d'heures d'ouverture plus souples et plus larges dans les services publics régionaux.

L'administration sera, pour sa part, étroitement associée à la mise en œuvre de la politique gouvernementale. Pour avoir des services toujours plus modernes et plus efficaces, les fonctionnaires dirigeants doivent être responsabilisés, notamment par l'attribution de délégation suffisante.

De Regering zal bovendien maatregelen nemen om de interne en externe mobiliteit van de Brusselse ambtenaren te bevorderen.

Daarnaast menen wij dat de administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de weerspiegeling moet zijn van de bevolking en terzake een voorbeeldfunctie moet hebben. Te dien einde zal de Regering acties op touw zetten om vrouwen en personen van buitenlandse herkomst gelijke kansen te geven inzake werkgelegenheid, functie en promotie.

Met betrekking tot een punt dat aan de oorsprong lag van spanningen tijdens de vorige legislatuur, kan ik u verzekeren dat het taalhoffelijkheidsakkoord dat in de Regering werd gesloten op 14 november 1996, met inbegrip van de evaluatie ervan, verder onverkort zal worden toegepast. Te dien einde zal het programma van de taalexamens voor het gemeentepersoneel worden aangepast aan de noden van de functies en dit in overleg met het VWS.

Ten slotte zal de Regering, in haar streven naar de verkleining van de afstand tussen de burger en de overheid, de gewestelijke en gemeentelijke ambtenaren aanmoedigen om in het Gewest te wonen.

II. Une région solidaire pleinement mobilisée par la lutte contre les fractures sociales.

La lutte contre l'exclusion sociale et la nécessaire revitalisation des quartiers vulnérables figurent parmi les premières priorités du Gouvernement. A cette fin :

— L'ensemble des procédures de partenariat entre la Région et les communes pour la revitalisation des quartiers et espaces publics tels que les travaux subsidiés, les quartiers d'initiative, les contrats de quartiers, ... seront simplifiées;

— Le caractère global de ces politiques sera renforcé en veillant à y intégrer les aspects économiques sociaux, de santé, de culture et d'éducation, si nécessaire en collaboration avec les commissions communautaires;

— Les quartiers d'intervention prioritaire seront, par préférence, ceux présentant des caractéristiques urbanistiques et sociales analogues à celles de quartiers bénéficiant déjà de contrats de quartiers et des quartiers d'initiative;

— Les moyens seront substantiellement augmentés.

En outre, le Gouvernement sera attentif à la prévention de la dégradation de ces quartiers.

Il se réjouit tout particulièrement de l'attention portée dans un chapitre entier de l'accord de Gouvernement fédéral à la problématique urbaine et à la volonté qui y est clairement exprimée de consentir « un effort maximal » pour assurer une plus grande convivialité dans les quartiers fragilisés des villes métropolitaines dont notre ville-région.

De son côté, le Gouvernement régional présentera au plus vite un programme de rénovation urbaine au titre de zones urbaines en difficulté dans le cadre du nouvel objectif II des Fonds structurels européens.

Enfin, la volonté du Gouvernement d'associer la population et les forces vives bruxelloises à la réalisation de son projet de ville induit évidemment une implication du monde associatif, notre projet étant en la matière que l'octroi des subsides au monde associatif fasse l'objet d'une réglementation simplifiée comportant des critères objectifs d'évaluation et pouvant prévoir des subsides sur base pluriannuelle.

Quant à cet important maillon de solidarité que constitue l'échelon communal tant dans le cadre des relations entre communes que dans les rapports entre celles-ci et la Région, le Gouvernement propose que pour la dotation générale aux communes, l'on applique intégralement l'ordonnance adoptée en 1998. Dans le cadre des moyens disponibles, cette dotation sera considérée comme une priorité, et donc, dans la mesure du possible, augmentée. Aucune commune ne sera exclue de cette dotation.

Toute augmentation du Fonds des communes servira par priorité à accroître progressivement le pourcentage de ce Fonds affecté au Fonds d'aide sociale, sans pour autant pouvoir dépasser 7%, ainsi qu'à corriger d'éventuels pervers disproportionnés.

Si les communes — et nous le réaffirmons — conservent leur autonomie en matière fiscale, il doit, cependant, être clair que si certaines mesures fiscales prises par une commune réduisent ses ressources, cette réduction de ressources communales ne pourra être comblée par un apport de ressources régionales.

Enfin, le Gouvernement s'engage à n'exercer la tutelle d'opportunité que dans des circonstances exceptionnelles.

III. Une région conviviale, sûre, garante de l'environnement et de la qualité de vie de tous les Bruxellois.

C'est assurément, madame la Présidente, mes chers collègues, l'un des volets les plus denses de notre déclaration de politique régionale.

Ici aussi, la solidarité entre toutes les composantes de la région constitue la trame de notre projet politique.

La qualité de vie dans la ville, la convivialité des relations au sein de la cité passent notamment — et nous entendons le rappeler — par une politique solidaire de sécurité urbaine.

La sécurité et la lutte contre le sentiment d'insécurité sont en effet des préoccupations essentielles du Gouvernement. Dans les limites de ses compétences, le Gouvernement soutiendra les efforts des acteurs de terrain afin d'améliorer, en concertation avec eux, la sécurité dans la Région dans une optique d'actions intégrées. Dans cet esprit, une attention particulière sera accordée au bon aménagement de l'espace public.

En vue de faciliter la collaboration de l'ensemble des dispositifs sociaux, la Région veillera d'ailleurs à revaloriser le statut des travailleurs sociaux et à préserver systématiquement leur déontologie au sein des contrats de sécurité et de société.

Les investissements régionaux en matière de sécurité et de prévention resteront une priorité pour le Gouvernement en maintenant, et si possible en accentuant, l'effort entrepris dans les communes, prioritairement dans celles où la situation reste la plus préoccupante. Les dispositifs de sécurité, dans le sens strict du terme, devront évidemment respecter la réforme des polices à mettre en œuvre dans le cadre des accords OCTOPUS.

De inspanningen om het openbaar vervoer veilig te maken zullen worden voortgezet en uitgebreid.

Het lijkt ons eveneens belangrijk dat het Gewest een beleid voortzet van effectieve aanwezigheid van plein- en parkwachters in de groene zones van het Gewest als aanvulling van de inspanningen van de gemeenten inzake wijkagenten.

De stad opbouwen, beschermen en heropbouwen houdt echter ook in dat het beleid volle aandacht schenkt aan de stedenbouwkundige en patrimoniale toekomst van het Gewest. Laat daarover geen misverstand bestaan.

In haar streven de vastgoedspeculatie tegen te gaan, zal het Gewest de gemeenten bijstaan in hun strijd tegen de verwaarlozing en leegstand van gebouwen, meer bepaald door een ontrouwende gemeentelijke fiscaliteit, door de gedwongen verkoop van verwaarloosde gebouwen na gerechtelijke beslissing en door aankoopsubsidies. Het is duidelijk dat de overheid terzake het voorbeeld moet geven door een programma voor de renovatie van haar eigen leegstaande gebouwen op te stellen.

In dezelfde geest moeten de verlaten gebouwen en industrieterreinen een nieuwe bestemming krijgen.

De omzendbrief-De Saeger zal in beperkende zin worden herzien in overleg met de gemeenten en rekening houdend met de bediening van de plaatsen door het openbaar vervoer.

Il ne vous surprendra pas que l'ancien président du port de Bruxelles se réjouisse du souci gouvernemental de réserver un intérêt particulier à la zone du canal. La voie navigable doit être considérée comme un axe structurant de la ville et être revalorisée, notamment dans le cadre de l'Objectif II.

Enfin, le Gouvernement attachera une attention particulière à la répression des infractions en matière d'urbanisme.

Le PRD et le PRAS constituent la base de la philosophie du développement urbain et de l'organisation spatiale du territoire

régional. L'aménagement du territoire doit favoriser l'équilibre social et le développement harmonieux de toutes les fonctions urbaines en encourageant la mixité des fonctions et en préservant les fonctions faibles que sont le logement et les activités industrielles et artisanales. Cependant, la mixité des différentes fonctions ne peut pas dépasser la capacité de l'environnement, c'est-à-dire que la nature et le volume des fonctions non-résidentielles ne peuvent pas porter atteinte aux qualités résidentielles. Ainsi l'expansion de la fonction administrative doit-elle être strictement contrôlée.

Le projet de PRAS adopté le 3 juin 1999 sera soumis, dès le mois d'octobre, à l'enquête publique ainsi qu'aux consultations prévues par l'ordonnance du 29 août 1991. Il sera arrêté en tenant compte des diverses remarques émanant des habitants, des opérateurs économiques et des communes ainsi que de l'avis de la Commission régionale de Développement.

Le Gouvernement élaborera par ailleurs, dans les meilleurs délais, le nouveau PRD qui s'inscrira dans l'esprit du PRD existant.

La simplification des procédures et l'obligation — là encore — de respecter des délais de rigueur raisonnables et cohérents par l'Administration et l'Aménagement du Territoire et du Logement, l'IBGE, la Commission Royale des Monuments et Sites seront une priorité.

Une ordonnance prévoira un système de charges d'urbanisme obligatoires qui laissera néanmoins aux autorités délivrant les permis une liberté d'appréciation sur leurs affectations: réalisation de logements, aménagement de l'espace public, équipements d'intérêt collectif.

D'une façon générale, le partenariat avec le secteur privé sera recherché chaque fois que cela renforcera les moyens d'actions pour lutter contre les chancres urbain et l'abandon des quartiers défavorisés.

Nous réaffirmons par ailleurs notre attachement à la protection du patrimoine architectural qui se justifie par la richesse culturelle qu'il représente. Une attention particulière doit être accordée à la prévention et à l'entretien du patrimoine.

En matière de Monuments et Sites, le rôle des pouvoirs publics et de la Commission royale des Monuments et Sites est d'apporter une aide efficace et réaliste en vue de protéger, rénover et réaffecter le patrimoine remarquable.

La délivrance des permis « Monuments et Sites » incombera à un fonctionnaire-délégué sur avis conforme de la CRMS pour le patrimoine protégé. Il sera instauré une procédure de recours administratif. Toute décision en la matière devra être dûment motivée. Les avis de la CRMS sur procédure conforme seront publiés.

Enfin, on établira des règles en vue de la protection du patrimoine archéologique.

Het woonbeleid staat centraal in het Brussels beleid. Het wonen moet immers een middel zijn tot integratie en niet tot sociale uitsluiting. De woningmarkt moet dus toegankelijk zijn voor allen. Het wonen in de stad aantrekkelijker maken, moet bijdragen tot het tegengaan van de stadsvlucht en tot het aantrekken van nieuwe inwoners. In die zin kan het woonbeleid ook een bijdrage leveren tot het oplossen van de mobiliteitsproblemen.

Te dien einde moet het sociaal huisvestingsbeleid worden hervormd om de sociale doelstelling ervan nog te verbeteren en om op de maatschappelijke evoluties in te spelen.

Dienaangaande is de Regering vast van plan betekenisvolle acties te ondernemen ter vereenvoudiging van de procedures in het belang van de huurder-burger.

Ainsi du calcul du loyer, ainsi du fait qu'à l'avenir, une seule demande suffise pour s'inscrire dans plusieurs SISF de son choix, ainsi de notre souhait de substituer au régime des cotisations de solidarité un mécanisme de dé plafonnement des loyers...

Des mesures seront prises pour développer la mixité sociale des logements sociaux.

Par ailleurs, nous pensons que les attributions de logements doivent rester strictement réglementées et que le rôle du délégué social doit être maintenu. Les dérogations, pour circonstances urgentes et exceptionnelles, aux priorités en matière d'attribution de logements sociaux seront limitées à 40%.

Enfin, les moyens destinés aux investissements dans le secteur doivent être amplifiés et donner la priorité à la rénovation des logements existants. Dans ce cadre, il devra être tenu compte des besoins de certaines catégories de population insuffisamment prises en compte, notamment les personnes handicapées ou les familles nombreuses.

On créera, comme convenu dans l'accord de Gouvernement, un Conseil régional consultatif de l'habitat.

Le moratoire sur la vente des logements sociaux sera maintenu mais, en parallèle, l'acquisition immobilière via le Fonds du logement sera encouragée pour les familles à revenus faibles ou moyens.

La Région, en collaboration entre autres avec la SDRB, mènera une politique active sur le plan du logement moyen en vue de maintenir ou de ramener une population à revenus moyens dans l'ensemble de la région, avec une attention particulière pour les jeunes familles avec enfants.

De charme en de bewoonbaarheid van een stad houdt ook verband met het gemak waarmee men er zich kan bewegen en verplaatsen.

Het is duidelijk dat Brussel, net zoals andere grootsteden, over enkele jaren zal worden geconfronteerd met enorme problemen inzake mobiliteit. Die situatie zal belastend zijn voor de levenskwaliteit van haar inwoners en voor haar economische functies.

Inzake mobiliteit zal voorrang worden verleend aan werken die ertoe bijdragen de sociale kloof te versmallen. Er zal eveneens bijzondere aandacht worden besteed aan de harmonie tussen alle weggebruikers, met systematische aandacht voor de voetgangers, scholieren, fietsers en weggebruikers met beperkte mobiliteit, van wie de veiligheid op de openbare weg drastisch zal moeten worden verhoogd.

Wat de mobiliteit betreft, zal bijzondere aandacht worden geschonken aan het openbaar vervoer in synergie met de andere vervoermiddelen.

Voor sommige categorieën van gebruikers zal een systeem van voorkeurstarif worden ingevoerd.

Het openbaar statuut van de MIVB blijft behouden.

De beperking van het woon-werkverkeer zal worden gerealiseerd door de systematische ontrading van het langdurig parkeren op de weg en eens te meer door een verbetering van het aanbod van het openbaar vervoer.

De aanleg van overstapparkerterreinen en van reiswegen voor doorgaand verkeer zal evenwel worden vermeden in wijken met een hoge bevolkingsdichtheid. De snelheid zal er worden beperkt en de aanleg van zones-30 zal worden bevorderd.

Het laden en lossen van goederen zal in de mate van het mogelijke worden geconcentreerd buiten de piekuren.

In overleg met de betrokken actoren zal een plan van de invalswegen voor het zware wegverkeer en voor toeristische autocars worden uitgewerkt. Er zal eveneens worden geopteerd voor het goederenvervoer met kleinere voertuigen dankzij een stedelijk distributiesysteem in de nabijheid van de Ring.

Er zal worden voorzien in de nodige middelen voor het onderhoud van de wegen die door de gemeenten aan het Gewest zijn overgedragen en voor de modernisering van die wegen in benadeelde wijken.

Voorts zal wat het goederenvervoer betreft, het gecombineerd vervoer te water, per spoor of over de weg worden samengevoegd en zullen de nodige maatregelen worden genomen opdat de haven van Brussel haar activiteiten met een nieuwe dynamiek zou kunnen voortzetten.

Les efforts en faveur de la construction du RER seront poursuivis en collaboration avec le pouvoir fédéral et les autres régions, en évitant ses effets pervers éventuels et en prévoyant des mesures d'accompagnement favorisant le transfert de la voiture vers les transports en commun.

Par ailleurs, nous avons l'intention de négocier avec la SNCB l'optimalisation des lignes ferroviaires et des gares existantes à Bruxelles.

Enfin, nous veillerons à réaliser une desserte rapide et efficace vers l'AZ-Jette et en ce qui concerne le métro, les projets en cours jusqu'à Erasme seront achevés tandis que le bouclage sera réalisé dans le cadre d'une programmation pluriannuelle tout en veillant à améliorer la répartition des budgets en faveur des réseaux de surface dans toute la région.

J'ajoute, et cela nous paraît fondamental, qu'à l'occasion de l'exécution de travaux d'infrastructure, les nuisances pour les riverains et pour les activités économiques et commerciales locales seront limitées aux maximum. On poursuivra une réduction optimale du délai d'exécution pour les chantiers. On élaborera les mesures nécessaires à un contrôle qualitatif amélioré de l'exécution des travaux.

Je ne saurais évidemment conclure ce très important volet de l'action gouvernementale à venir sans évoquer les politiques environnementales et de promotion de la qualité de la vie que notre Gouvernement entend impulser pour la législature qui s'amorce.

Pour nous, la prise en compte de l'environnement en milieu urbain doit répondre à trois objectifs principaux :

1. respecter un équilibre harmonieux entre les aspirations et prescriptions environnementales, d'une part, et la nécessité du développement économique et de l'emploi, d'autre part;
2. définir les mesures de protection de la santé de la population à l'égard des nuisances liées au milieu urbain;
3. créer un cadre de vie agréable pour tous les habitants.

C'est dans ce cadre qu'une attention toute particulière sera apportée aux politiques sectorielles environnementales.

Sur la base de l'enquête publique, le plan « bruit » sera approuvé définitivement. Une attention particulière sera apportée aux nuisances sonores dues au survol aérien de Bruxelles.

Le contenu de l'ordonnance relative à l'évaluation et à l'amélioration de la qualité de l'air ambiant sera mis en œuvre.

De bevolking zal op geregelde tijdstippen worden geïnformeerd over de evolutie van de luchtkwaliteit en over de eventuele impact van installaties die een mogelijke bron van vervuiling kunnen zijn.

Inzake het beheer van het afval- en regenwater zal de Regering prioriteit geven aan de toekenning van de concessieopdracht van het station ten noorden van Brussel en zal zij een coherente aanpak van het beheer van het rioolnet aanmoedigen.

Wat de collectoren van het oppervlaktewater betreft, zal voorrang worden gegeven aan de overstromingsgebieden.

L'eau de distribution devant rester de qualité irréprochable et accessible à tous, le maintien du caractère purement public des intercommunales de production (CIBE) et de distribution (IBDE) est la meilleure garantie de la réalisation de ces deux objectifs.

Pour ce qui concerne la gestion des déchets et conformément au plan « déchets », l'accent sera mis sur la prévention.

En ce qui concerne l'élimination, seront favorisées les techniques les plus respectueuses de l'environnement afin qu'à terme, les quantités de déchets incinérés à Neder-Over-Heembeek soient sensiblement réduites. Par ailleurs, toutes les formes de compostage seront encouragées.

**Mme Evelyne Huytebroeck.** — C'était notre phrase !

**M. Jacques Simonet,** ministre-président du Gouvernement. — Effectivement. Je vous avais dit que le Gouvernement serait garant de l'application loyale de l'accord que vous avez signé. Il ne s'agissait pas d'une promesse en l'air. Mais j'avais également dit que vous seriez une vestale vigilante de son application.

Est-il besoin de préciser que tous les moyens juridiques seront utilisés pour éviter la construction d'un incinérateur à Drogenbos et je suis persuadé qu'en la matière, nous recevrons — cela a déjà été le cas — le plein appui des communes et de la population.

Enfin, la Région mettra en œuvre le maillage vert et encouragera les communes à déployer des espaces verts, des infrastructures sportives et des plaines de jeux dans les quartiers les plus défavorisés.

La propreté publique restera également une priorité gouvernementale au travers du plan « propreté » et sera assurée au niveau de la Région par l'Agence Bruxelles-Propreté.

Conformément aux orientations du plan « propreté », la coordination entre les services régionaux et communaux de la propreté publique sera améliorée.

IV. Een Gewest dat instaat voor economische ontwikkeling en werkgelegenheid

Werkgelegenheid moet een centrale bekommernis zijn van ieder beleid dat door de Regering wordt gevoerd. De Regering zal haar volledige aandacht wijden aan het probleem dat de kwalificaties van de werkzoekenden en die welke door de werkgevers worden gewenst niet op elkaar zijn afgestemd.

Jongerenbanen en maatregelen voor een socio-professionele inschakeling, meer bepaald van de laaggeschoolden, blijven de hoofdpijlers van het tewerkstellingsbeleid.

Het scheppen van een ondernemingsvriendelijk economisch klimaat veronderstelt dat aan bedrijven en zelfstandige ondernemers rechtszekerheid wordt geboden inzake de wetgeving betreffende het bedrijfsleven. De Regering verbindt zich ertoe dit principe op coherente wijze toe te passen.

Mag ik u, in tien korte toelichtingen, onze accenten mededelen ?

1. De economische verscheidenheid behouden

De interventie van de Brusselse overheid zal gericht zijn op de ontwikkeling van een gunstig kader voor de activiteiten die

verenigbaar zijn met het stadsproject van de Regering (gemengd karakter van de activiteiten, eerbied voor het leefmilieu en de kwaliteit van het leven, ...).

In die geest zal de Regering meer bepaald de economische bestemming van het havengebied steunen.

Het tewerkstellings- en economisch beleid van de Regering zal rekening houden met de belangrijke plaats die de kleine en middelgrote ondernemingen en de zelfstandigen innemen in de Brusselse economie.

Voor de sociale economie en de non-profitsector zal een voluntaristisch beleid worden gevoerd.

## 2. Verdeling van de arbeidsduur

Het Gewest zal de experimenten blijven steunen voor de verdeling en de inkorting van de arbeidsduur.

## 3. Coordination des politiques économiques et de l'emploi

Une coordination effective des politiques économiques et de l'emploi est indispensable.

Un effort particulier sera entrepris pour réduire le poids des formalités administratives à charge des entreprises, des PME et des indépendants. La logique du guichet unique sera renforcée.

L'accès au capital à risque et le développement des centres d'entreprises sera stimulé.

Par ailleurs, l'accès direct au Fonds de Garantie sera organisé de manière à optimiser ses possibilités d'intervention en faveur des travailleurs indépendants et des PME.

## 4. Optimiser le placement

Dans le respect de la nouvelle réglementation internationale, l'ORBEM doit garder son rôle primordial dans le placement des demandeurs d'emploi bruxellois. A cet égard, le Gouvernement incitera les employeurs à faire transiter leurs offres d'emploi par l'Office.

L'ORBEM doit également soutenir les CPAS dans leurs politiques de remise au travail des personnes aidées.

## 5. Gelijke kansen en strijd tegen discriminatie bij de aanwerving

Er zal een beleid van gelijke kansen worden gevoerd dat discriminatie tegengaat. De Regering zal streven naar een meer evenwichtige vertegenwoordiging van de vrouwen op alle niveaus en in alle functies binnen de arbeidswereld.

Absolute voorrang moet worden gegeven aan de niet-discriminatie bij de aanwerving van personen van buitenlandse afkomst, in de openbare en de privé sector.

De strijd tegen het zwartwerk zal uiteraard worden voortgezet.

## 6. Werking van de instrumenten van het economisch beleid

Het Gewest zal de rol en de organieke opdrachten van de instrumenten voor overheidstussenkomst op het economische terrein geregeld ondersteunen en evalueren.

Ten einde rolverwarring te vermijden zal het openbaar beheer van het economisch beleid opnieuw worden toegespitst op zijn belangrijkste actoren: administratie, GOMB, GIMB, Haven van Brussel.

De steun inzake economische expansie zal meer selectief worden toegekend ten einde de overheidstussenkomst zoveel mogelijk te laten bijdragen tot een moderne en gevarieerde economie.

Het Gewest zal ook de kunstnijverheid en de beroepen inzake patrimoniumbeheer aanmoedigen.

Het Gewest zal de inschakeling van sociale clausules in het bestek van overheidsopdrachten verder aanmoedigen.

## 7. Politique scientifique et de recherche et développement

La recherche scientifique et l'innovation technologique seront favorisées par l'encouragement des relations entre universités, hautes écoles et entreprises.

Le Conseil bruxellois de la politique scientifique sera installé et fixera au plus vite les priorités en la matière.

Enfin, la Région, dans le cadre de ses limites budgétaires, accentuera sa politique en matière de recherche et développement.

## 8. Commerce

Il est indispensable de poursuivre une politique active en faveur des noyaux commerciaux. Les expériences en cours seront périodiquement évaluées.

## 9. Commerce extérieur

Le Gouvernement veillera à assurer la cohérence des efforts de la région en matière de commerce extérieur en liaison avec l'Etat et les deux autres régions.

Une collaboration plus étroite avec les autres régions pourra mener à des économies, notamment par le recours commun aux attachés commerciaux dans les pays autres que les partenaires commerciaux privilégiés ou les pays frontaliers. Au sein de l'OBCE, Bruxelles s'inscrira dans les actions visant des pays spécifiques, pour autant que la région puisse jouer un rôle actif dans le processus de décision.

## 10. Concertation économique et sociale

Le Gouvernement veillera à poursuivre la concertation avec les interlocuteurs sociaux dans le cadre du Comité bruxellois de concertation économique et sociale.

## V. Een financieel gezond gewest met een orthodox begrotingsbeleid

Het orthodoxe begrotingsbeleid zal worden voortgezet.

Het Gewest zal de begrotingsnormen naleven alsook de doelstellingen waarover een consensus werd gesloten op federaal niveau in het kader van het Europees Stabiliteits- en Groei-pact. Hiertoe zal het Gewest de meerjarige samenwerkingsakkoorden die zijn afgesloten tussen de federale overheid en de deelstaten, ondertekenen en naleven.

Dank zij de naleving van die normen zal duurzaam kunnen worden voortgewerkt aan de vermindering van de schuldratio van het gewest ten einde nieuwe begrotingsmarges te creëren.

Samen met de uitwerking van ontwerpordonnanties betreffende de oorspronkelijke budgetten, zal een prefiguratie worden opgesteld van het volgende jaar, waardoor alle initiatieven beter zullen kunnen worden gespreid in de tijd.

Een optimaal schuldbeheer zal worden voortgezet. Een maximale eenmaking van het beheer van de rechtstreekse en onrechtstreekse gewestsschuld moet leiden tot een rationalisering van de financiering van de gewestelijke schulden.

In ieder geval zal de globale fiscale druk op de inwoners van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet worden verhoogd.

En conclusion, un mot sur le rôle européen et international de Bruxelles

Un effort particulier sera mené par la Région pour promouvoir, d'une part sa fonction européenne et, d'autre part, son rôle international, tant en ce qui concerne les relations avec les institutions et organismes internationaux qu'en ce qui concerne l'accueil d'entreprises étrangères.

De Regering zal het imago van Brussel bevorderen en het onthaal van de bezoekers verbeteren.

De leden van de Regering zullen op grond van hun respectieve bevoegdheden actief deelnemen aan de totstandkoming en de uitwerking van de Europese reglementering, alsook aan de voorbereidingen en de uitoefening van het Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie tijdens het tweede halfjaar van 2001.

Tot slot zal de Regering erover waken dat de in Brussel aanwezige Europese instellingen en internationale organismen zich zo goed mogelijk integreren in het stedelijk weefsel, met naleving van de bepalingen inzake stedenbouw.

Madame la Présidente, chers collègues, plus qu'une déclaration de politique régionale, c'est un contrat de citoyenneté que nous entendons proposer aux Bruxelloises et aux Bruxellois.

Notre ambition est aussi de relégitimer l'autorité publique aux yeux de notre population.

Pour nous, l'action publique régionale et la décision politique doivent répondre à l'intérêt général, pas à un réflexe technicien ou à un calcul politicien.

En commençant, j'ai cité Sénèque. Je le citerai en terminant. Ainsi disait-il: « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles. »

Mesdames, messieurs, ce Gouvernement est résolu, pour Bruxelles et les Bruxellois, à oser, et je vous demande de lui accorder toute votre confiance. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

Mme la Présidente. — Mesdames, messieurs, vous venez d'entendre la déclaration du Gouvernement.

Dames en heren, U heeft zo-even de verklaring van de Regering aanhoord.

Le texte de la déclaration ainsi que le texte complet de l'accord politique vont vous être distribués incessamment. Le texte de cet accord sera joint au compte rendu intégral de cette séance.

De tekst van de verklaring en de volledige tekst van het politieke akkoord zullen onverwijld worden rondgedeeld. De tekst van het akkoord zal opgenomen worden in het volledig verslag van deze vergadering.

Le débat sur la déclaration du Gouvernement commencera demain à 9 h 30. Je clôturerai la liste des intervenants demain à 12 heures.

Het debat over de verklaring van de Regering begint morgen om 9.30 uur. Morgen om 12 uur sluit ik de lijst van de sprekers af.

Je rappelle qu'en vertu de l'article 53.1, 1<sup>o</sup>bis du Règlement, le temps de parole suivant est prévu pour la discussion d'une déclaration du Gouvernement:

- 30 minutes par orateur mandaté par un groupe politique;
- 10 minutes pour chacun des autres orateurs.

Ik breng in herinnering dat krachtens artikel 53.1, 1<sup>o</sup>bis van het Reglement, de volgende spreektijd van kracht is voor de bespreking van een Regeringsverklaring:

— 30 minuten per door een politieke fractie gemandateerde spreker;

— 10 minuten voor elke andere spreker.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non.*)

Vraagt iemand het woord? (*Neen.*)

Je souhaite donc que, demain matin, tous ceux qui sont mandatés ou qui veulent, à titre individuel, intervenir dans le débat me fassent connaître leur intention et la durée prévisible de leur intervention.

Ik wens dus dat al degenen die gemandateerd zijn of die individueel het woord willen nemen tijdens het debat, mij morgen in de voormiddag hun voornemen en de vermoedelijke duur van hun betoog te kennen geven.

## MOTION DE CONFIANCE

*Dépôt*

## MOTIE VAN VERTROUWEN

*Indiening*

Mme la Présidente. — Je vous signale également que le Gouvernement a pris un arrêté chargeant le président du Gouvernement, de déposer la motion de confiance, conformément à l'article 36 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 et à l'article 72 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Je vous en donne lecture:

«Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale décide, conformément à l'article 72 de la loi de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, de poser la question de confiance au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et de présenter le projet de motion suivante:

«Vu l'article 72 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la délibération, en date du 15 juillet 1999 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargeant le ministre-président de poser au nom du Gouvernement la question de confiance visée à l'article 72 précité;

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale;

Ayant entendu la déclaration prononcée par le ministre-président du Gouvernement, au nom de celui-ci, contenant les lignes directrices du programme que le Gouvernement compte mettre en œuvre;

Ayant entendu les interventions des membres de l'Assemblée et les réponses données par le ministre-président du Gouvernement;